

Le pouvoir aux travailleurs

24 OCTOBRE 2005

N° 119

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
EDITORIAL:	
- APRES LE 30 OCTOBRE: QUEL QUE SOIT LE POUVOIR, RIEN DE BON N'EN SORTIRA POUR LES TRAVAILLEURS	- 2
- PRETENDU LUTTE ANTI-IMPERILISTE DE GBAGBO: DE LA POUDRE AU YEUX	3
- COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE HOUPHOUET BOIGNY: ILS SONT TOUS DU MÊME PLUMAGE!	3 - 4
- LES OCCUPANTS DE BIABOU 2 ONT MILLE FOIS RAISON!	4
- DES FORCES DE L'ORDRE SE COMPORSENT COMME DES BANDITS !	5
- CECOS: DES BANDITS EN TENUE MILITAIRE PAYES POUR TERRORISER LES POPULATIONS PAUVRES	5
- INSECURITE GRANDISSANTE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES	6
- PAS DE RENTREE SCOLAIRE POUR LES ENFANTS DE TRAVAILLEURS	7
- EXPLOITATION DES OUVRIERS DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON	7 - 8
- TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU PORT AUTONOME D'ABIDJAN	8
- MAERSK: NON A LA REDUCTION DES TARIFS JOURNALIERS DES CONTRACTUELS!	9
- LA REPRESSION ET LES BARBELES NE PROTEGERONT PAS LES PAYS RICHES DES LAISSES-POUR-COMPTÉ !	11 - 12

**APRES LE 30 OCTOBRE : QUEL QUE SOIT LE POUVOIR EN PLACE,
RIEN DE BON N'EN SORTIRA POUR LES TRAVAILLEURS**

Depuis des mois, les spéculations vont bon train sur l'après 30 octobre, date de fin de mandat du président Gbagbo. D'un côté, les opposants au régime crient sur tous les toits que la date venue, ils l'enlèveront du pouvoir de gré ou de force. De l'autre, ses partisans clament : nous sommes là et nous resterons !

Quant au maître de cérémonie, leur maître à eux tous, à savoir l'impérialisme, représenté par les forces onusienne et française en Côte d'Ivoire, il a attendu jusqu'au dernier moment avant de dicter la règle du jeu pour l'après 30 octobre.

Quoiqu'il en soit, le spectre étant là, les riches, à savoir les propriétaires d'usines, des banques, du gros commerce, de même que les hauts cadres des grandes entreprises privées et publiques, tous ceux-là, ont préféré quitté la Côte d'Ivoire, sinon eux-même, dans tous les cas, leurs familles. Mais il n'y a pas qu'eux qui ont préféré la prudence en se mettant à l'abri. Leurs représentants politiques en ont fait de même. Ainsi, apprend-on, le premier d'entre eux, Gbagbo, aurait prolongé le séjour de ses deux filles aux Etats-Unis ; Mamadou Koulibaly, le président de l'Assemblée Nationale, aurait installé sa famille en Afrique du Sud ; Affi N'Guessan, le président du FPI, s'est acheté une belle demeure en France et y a envoyé sa famille ; Bohoun Bouabré, le ministre FPI de l'économie et des finances, en a fait de même, en choisissant la Suisse ; Seydou Diara, le Sénégal ; Kadet Bertin, le conseiller militaire de Gbagbo, a aussi envoyé sa famille en France ; certains députés en auraient fait de même, etc.

A vrai dire, tout ce beau monde ainsi que leurs porte-plumes qui déversent la haine ethnique, tribale et xénophobe depuis toutes ces années pour diviser les travailleurs, n'a de toute façon pas grand-chose à craindre, même en restant en Côte d'Ivoire. Ce n'est pas dans leurs quartiers riches que les gens se découperont à la machette ou subiront les exactions des différentes milices militaires ou paramilitaires ! De plus, les forces onusienne et française ne sont-elles pas là justement pour les protéger eux-mêmes et leurs intérêts dans ce pays ?

Non ! Ceux qui ont à craindre du spectre qui plane en Côte d'Ivoire, ce sont les pauvres ; ce sont les quartiers pauvres et tous ceux qui y vivent. C'est dans ces quartiers que les riches ont installé la haine ; c'est là qu'ils ont

positionné les milices. C'est dans ces quartiers qu'il y a un réel risque de massacre fratricide.

Alors, quelle solution pour les travailleurs ? En tout cas, il n'y en a aucune à attendre du côté FPI, PDCI, RDR ou Forces Nouvelles ; N'est-ce pas eux qui ont créé cette situation, dans leur lutte pour le pouvoir ? Il n'y a pas plus de salut à attendre du côté des forces ivoirienne et française. Elles sont là pour défendre les intérêts des riches, à commencer par ceux des impérialistes.

Par dépit, ceux parmi les travailleurs qui pensent que si l'armée prenait le pouvoir en Côte d'Ivoire, que ce soit sous sa forme Mangou ou Doué, ce serait un moindre mal, eh bien, ceux-là sont naïfs et se trompent. En effet, il n'y a qu'à voir les assassinats et les exactions que l'armée fait subir en ce moment dans les quartiers pauvres, alors qu'ils ne sont pas encore à la tête du pouvoir. Il ne faut pas oublier la dictature sous Guéi.

Pourtant, l'éventualité d'une dictature militaire n'est malheureusement pas à exclure dans les circonstances politiques actuelles. En tous cas, c'est le souhait d'une partie des classes riches ivoirienne, libanaise et française.

Quel travailleur peut prétendre aujourd'hui vivre normalement de son travail ? Non seulement la situation des ouvriers se dégrade depuis des années, mais en plus, ceux qui réussissent à garder leur travail, subissent une exploitation chaque jour plus accrue et sont écrasés par le patronat qui profite de la situation actuelle pour tirer plus de profit. Et cette réalité est encore plus perceptible aux rares ouvriers qui arrivent bon an mal an à se trouver un petit travail au port ou dans les zones industrielles et qui se voient proposer un salaire de 1 500 Fr par jour !

La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même. Sur ses propres forces. Pour commencer, elle ne peut pas laisser la haine et la division s'installer dans les cours communes et dans les quartiers ! Comment donc se défendre s'il y a la division ? Il est indispensable que les travailleurs s'organisent pour faire face aux milices et autres CECOS qui viennent racketter et installer la terreur dans les quartiers. Ils ont besoin de s'organiser sur leur lieu de travail, dans les docs, les zones industrielles, le bâtiment pour défendre ensemble leurs intérêts matériels et créer une solidarité agissante. Oui, il y a tout cela à faire pour ne pas subir la loi des machettes dans les quartiers et la dictature de la bourgeoisie sur les lieux de travail ! Alors, que tous ceux qui ont conscience de la tâche commencent par discuter avec ses voisins et ses proches !

**PRÉTENDUE LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE DE GBAGBO :
DE LA POUDRE AUX YEUX !**

Depuis quelques temps, le pouvoir FPI utilise un langage démagogique contre les grandes sociétés liées à la France. Malheureusement pour lui, il y a deux faits qui sont venus le mettre face à sa responsabilité. Il y a d'abord eu le cas de la CIE.

Cette semaine, le gouvernement vient de reconduire pour 15 ans, le contrat CIE avec Bouygues. Dans les mois qui ont précédé la négociation, le contexte politique aidant, le régime FPI avait d'emblée fait un tapage sur la nécessité de faire des appels d'offre. Au moment de la négociation du premier contrat, Gbagbo, alors dans l'opposition, avait critiqué le contrat passé par Bédié qu'il disait inféodé à la France.

Certains s'attendaient donc à une annulation du contrat arrivé à terme et le passage de la CIE sous le contrôle de l'Etat. Non seulement Gbagbo a reconduit le contrat mais l'achat des 18% de parts de la CIE va lui coûter au bas mot 15 à 25 milliards. Lorsqu'on regarde au final, c'est le même contrat qui a été reconduit. On nous parle des 1000 milliards que Bouygues serait « forcé » d'investir pour l'électrification rurale. D'abord s'il y a 1000 milliards à décaisser, ce seront surtout les consommateurs qui vont les payer au travers des taxes de toutes sortes qui vont augmenter. Ensuite rien ne

prouve qu'il investira, on connaît de nombreuses sociétés qui ont promis investir et qui des années plus tard n'ont non seulement rien investi mais trouvent le moyen d'avoir des fonds de l'Etat.

Alors toutes ces fanfaronnades de Gbagbo et la fausse publicité sur son prétendu radicalisme n'ont rien donné. Gbagbo comme tous les autres se soumettent à la volonté du patronat.

Autre preuve, la réhabilitation des lycées français détruits lors des événements. C'est encore l'Etat de Côte d'Ivoire qui va déboursier 2,5 milliards de francs pour rétablir ces lycées de riches alors que cet argent pourrait bien servir à construire de nouvelles écoles publiques. De nombreux enfants n'ont pu être orientés cette année et beaucoup ne peuvent aller à l'école par manque justement de classes.

Et pour couronner le tout, c'est encore une société française, la CMI (Construction Métallique Ivoirienne) qui va effectuer les travaux.

Comme quoi Gbagbo peut toujours faire de la démagogie contre la France, il n'en demeure pas moins un des défenseurs de ses intérêts locaux.

**COMMÉMORATION DU CENTENAIRE DE HOUPHOUËT BOIGNY :
ILS SONT TOUS DU MÊME PLUMAGE !**

Gbagbo veut construire un « mémorial » et un musée Houphouët Boigny, pour ses cent ans. Le tout coûterait aux contribuables ivoiriens plus de six cent millions de francs,

pour permettre à son initiateur de se faire qualifier à bon compte du « plus grand des Houphouëtistes », par ces temps de pré-campagne électorale !

Ceux qui se souviennent des diatribes de Gbagbo sur celui qu'il magnifie et respecte aujourd'hui ou qui connaissent un peu ses écrits sans ménagement envers Houphouët Boigny peuvent être dépités par ce qui peut leur apparaître comme un revirement à l'égard du « vieux ». Pourtant, il n'y a là rien de surprenant. Si un parallèle est facile à faire entre Ouattara ou Bédié d'un côté et Houphouët de l'autre, il peut l'être tout aussi facilement entre Gbagbo et Houphouët. Comparons quelques traits. Houphouët était un dictateur féroce contre ses opposants. Gbagbo l'est-il moins ? Houphouët a massacré des populations entières quand il était au pouvoir. Gbagbo n'en a-t-il pas fait

autant avec ses « Sukoï » et ses escadrons de la mort ? Si Houphouët avait massacré les populations du canton Guébié, Gbagbo en a fait tout autant, en massacrant des centaines d'opposants le 25 mars 2004 à Abidjan. Si le premier était un assassin doublé d'un mégalomane, c'est peut-être une question d'époque et de moyens. Si l'un a financé la construction d'une basilique, le second en a fait autant avec la construction en cours de « la maison des députés » qui est en train d'engloutir plusieurs milliards de francs.

C'est dire que les dictateurs peuvent avoir des discours différents... mais.

LES OCCUPANTS DE BIABOU 2 ONT MILLE FOIS RAISON !

Il y a quelques années, le bidonville Washington qui se trouvait sur le site de l'actuelle « place des Martyrs » avait été détruit. Certains habitants avaient été relogés à Abobo dans un quartier nommé Biabou 1. Le gouvernement d'alors y avait fait construire des maisons. Biabou 2 alors en construction devait accueillir ceux qui étaient encore en attente. Entre-temps l'autre partie non construite du terrain était revendue à un « promoteur immobilier ». Quant à la partie déjà construite, le gouvernement y hébergea des réfugiés libériens. A la fin de la guerre du Libéria, ceux-ci sont repartis. Les 600 familles de Washington qui n'avaient pas été relogées ont alors occupé ces lieux qui leur revenaient de droit. Cependant, le promoteur qui a commencé à construire sur le terrain veut les chasser. Ils subissent aujourd'hui des pressions de la part du Ministère de la Construction et de L'Urbanisme. Les « forces de l'ordre » y sont en

permanence depuis quelques mois pour racketter et menacer la population. Ils ont tabassé et gazé ces familles faisant quelques blessés graves. Elles ont même arrêté quatre personnes qu'elles ont relâchées ensuite.

Cette situation est typique de ce gouvernement. Si ce ne sont pas les quartiers précaires qu'on détruit parce qu'ils seraient soi-disant infestés de bandits, on vend souvent les terrains des quartiers précaires à des opérateurs économiques qui se chargent avec l'aide de la police de les faire déguerpir.

On détruit ainsi les quartiers populaires sans qu'aucune mesure de relogement ne soit prévue. Cela rend encore plus mauvaise une situation déjà difficile. Le gouvernement se moque complètement de ce qui peut arriver à ces familles pauvres. Les gens de Biabou 2 ont raison de ne pas se laisser faire.

L E U R S O C I E T E

DES FORCES DE L'ORDRE SE COMPORTENT COMME DES BANDITS

Un journal a fait état d'une bagarre entre militaires d'un côté et policiers et gendarmes de l'autre. Le motif était le partage du butin des rackets dont auraient été écartés les militaires. Ces derniers, s'étant sentis lésés, ont chassé du Corridor de Toumodi policiers et gendarmes. Il a fallu l'intervention des autorités de la ville pour que les militaires quittent le corridor.

Cette histoire n'est pas

étonnante quand on sait que ces « forces de l'ordre » ont des comportements de véritables bandits.

Ils n'hésitent pas à fouiller les petites gens de la sous région qu'ils aient ou non leurs papiers pour prendre tout ce qui a de la valeur sur eux. D'ailleurs ils ne se contentent plus de racketter sur les routes, ils n'hésitent plus la nuit tombée à forcer les portes des maisons dans les quartiers populaires pour voler.

CECOS : DES BANDITS EN TENUE MILITAIRE PAYES POUR TERRORISER LES POPULATIONS PAUVRES

Trois frères se retrouvent en prison suite à l'assassinat d'un jeune par le CECOS (Centre de commandement et des opérations de sécurité). Ces trois dont l'aîné est un chauffeur de taxi et les deux autres, des déplacés de guerre qui se débrouillent dans la vente d'eau glacée. Un matin, ces frères-là prennent la main dans le sac un jeune délinquant en train de les voler. Du coup, ils décident de l'amener au commissariat le plus proche. Chose qui entraîne un attroupement. Une unité du CECOS en patrouille, s'arrête vu l'attroupement. Ayant pris connaissance de ce qui se passait, ces militaires prennent le jeune délinquant et les trois frères, leur intimant l'ordre

de leur indiquer l'endroit où le jeune a été pris en flagrant délit de vol. Arrivé sur les lieux, ils ont placé le jeune à cet endroit et ont demandé à tous les badauds de s'écarter. Et là, l'un d'eux arrose le jeune homme de balles. Ce dernier meurt sur le coup. Ses parents ayant été avertis, vont porter plainte contre les trois frères et ils sont arrêtés par la police et emprisonnés à la MACA malgré leur explication sur les faits donnés.

Cela est un exemple parmi tant d'autres de ce que cette nouvelle « unité » fait subir à la population pauvre. On ne compte plus les rackets, crimes, bastonnades qu'ils commettent sous l'œil protecteur du gouvernement

L E U R S O C I E T E

INSECURITE GRANDISSANTE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES.

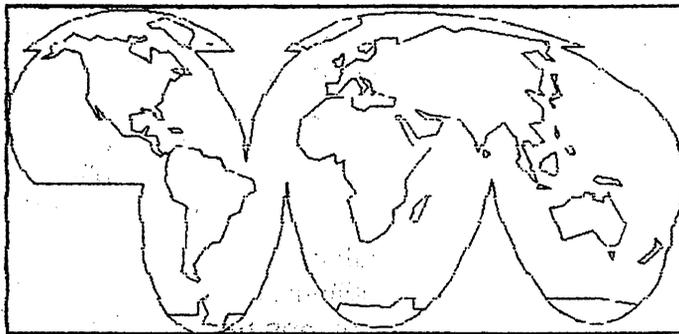
Aujourd'hui, il ne se passe plus de jours sans qu'on apprenne un cas d'assassinat au coin des rues par des individus non-identifiés ou même par des éléments de force de l'ordre.

Dans la commune d'Abobo, l'insécurité pour les gens pauvres est devenue très préoccupante. Chaque jour révèle un nouveau cas de meurtre. Dans les deux derniers mois, la commune a connu divers crimes dans ses sous-quartiers surtout dans celui situé derrière les rails. Dans ce gros quartier à l'air de bidonville, les rues sont mal tracées et mal éclairées. La nuit tombée, dans certains endroits, on se croirait au village. Tous ces faits contribuent à une prolifération du gangstérisme et autres coups bas ou règlement de compte. Il y a de cela deux semaines, un jeune a été trouvé pendu derrière un maquis, deux jours après avoir quitté son domicile familial. Dans le même quartier, trois jeunes ont été battus à mort par des individus, sous prétexte que se sont des voleurs mais sans preuve. Dans un autre sous quartier, le corps exsangue de deux

enfants de bas âge ont été retrouvés le matin, parce que leur bourreau avait tiré tout leur sang. Cette liste des crimes crapuleux est longue. En face, l'Etat se montre impuissant. La population, de son côté est désespérée d'autant plus que ceux qui sont commis pour la sécurité : la police, la gendarmerie font pire que les bandits. Quant au fameux « CECOS » (Centre de Commandement des Opérations de Sécurité) créé par le pouvoir en place pour dit-il lutter contre l'insécurité, ses éléments issus des différents corps de l'armée n'hésitent pas à abattre de pauvres gens après les avoir dépouillé de leurs biens. Ils sont aujourd'hui plus dangereux que les bandits en civil. Ils commettent encore plus de crimes, de vols; ils bastonnent.

A l'approche du 30 octobre, période considérée comme un moment de trouble et d'insécurité, les populations de ces quartiers vivent dans l'angoisse des représailles et vols qui seront à l'actif de ces soi disant agents de sécurité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PAS DE RENTREE SCOLAIRE POUR LES ENFANTS DES TRAVAILLEURS

La rentrée scolaire 2005-2006 tourne au ralenti. C'est vrai mais cela ne concerne guère les enfants des riches car ils ont déjà repris les cours avant la rentrée officielle, en tout cas pour ceux qui restent encore en Côte d'Ivoire. En revanche pour les enfants de pauvres, ce n'est pas la même chose. On a l'impression qu'ils n'ont pas envie de reprendre le chemin de l'école.

La causé réelle est la situation financière des parents ouvriers. En effet cette année, à l'instar des années du début de la guerre, ce sont des centaines, voire des milliers d'ouvriers qui sont soit mis en congé technique soit purement licenciés. La situation des milliers de familles est de plus en plus précaire. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cette rentrée scolaire soit timide !

EXPLOITATION DES OUVRIERS DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON

La zone industrielle de Yopougon est la plus grande ZI de Côte d'Ivoire et même de la sous région. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers y travaillent chaque jour. Les usines ultras modernes comme Nestlé ou Sonaco, côtoient des unités de production qui ressemblent plus à des usines datant de plusieurs siècles. C'est le cas par exemple des huileries qui produisent chacune une quinzaine de tonnes d'huile par jour, où les oléagineux sont d'abord chauffés dans des fours à bois avant d'être pressés par de gros pressoir, où toutes les opérations se font à mains d'hommes dans des conditions inimaginables. Dans ces conditions, non seulement respirer devient difficile, tellement l'air est suffoquant, mais la température est de l'ordre de 40 degrés et la fumée fait pleurer les yeux. C'est pourtant dans ces conditions que travaillent des ouvriers, le plus souvent payés à la tâche. Ils n'ont pas un revenu fixe et subissent les aléas des ruptures des bois de chauffe et surtout des oléagineux. Il arrive souvent que ces

ouvriers travaillent 24 heures de suite, lorsqu'il y a matière à travailler.

Au final, ces ouvriers d'huilerie perçoivent 30 mille à 40 mille francs par mois et cela au détriment de leur santé. Mais ils sont loin d'être les seuls à travailler dans ces conditions. Il y a ceux qui travaillent dans les menuiseries où l'air y est tout aussi irrespirable et les conditions de travail difficiles. Il y a ceux qui travaillent dans les bourres de cocos où la poudre est séparée du bourre à l'aide des machines archaïques, dans des conditions que chacun peut imaginer, mais produisant pourtant pour le marché mondial. Il y a aussi ces petits ateliers qui fabriquent des matelas à ressorts où le matelas est rembourré avec du coton pourri, d'où les ouvriers sortent les yeux rougis et les poumons remplis de cet air pollué. Mais le sort de leurs collègues qui fabriquent des « matelas mousse » n'est pas meilleures, dans la mesure où si les poumons ne sont pas saturés par de la poudre de coton pourri,

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

les ouvriers passent leur journée dans des ateliers pollués par des produits chimiques et fortement toxiques, où il devrait être interdit d'y travailler sans protections et des conditions de travail acceptables.

Voilà dans quelles conditions triment d'un côté des milliers d'ouvriers et de l'autre, s'enrichissent leurs exploiters que les tenants du pouvoir qui se succèdent dans ce pays appellent gentiment les « opérateurs économiques » et pour lesquels les ouvriers devraient s'agenouiller et

montrer du respect ! Le comble c'est que lorsque ces exploiters sont des français ou des libanais, les tenants du pouvoir les qualifie « d'investisseurs ». Surtout pas « d'étrangers ». Par contre les ouvriers burkinabé qui partagent non seulement le sort des ouvriers ivoiriens dans ces usines mais aussi vivent dans la même galère et les mêmes conditions difficiles dans des quartiers tout aussi insalubres, on doit, disent-ils, les qualifier « d'étrangers ». Qui disait qu'il faut « diviser pour mieux régner » ?

TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU PORT AUTONOME D'ABIDJAN

"Je travaille dans une multinationale du nom de MAERSK. Notre domaine d'activité, c'est le transport maritime. Nous transportons du café, du cacao, de l'acajou, du coton, du bois et souvent du fer. Avant la crise que traverse le pays, on travaillait nuit et jour parce que les campagnes de tous les produits que nous transportons étaient successives. Aujourd'hui, on ne travaille plus que les jours.

Au niveau du « service tracking », on recense tous les containers vides (ceux qui rentrent au parc après livraison des marchandises et ceux qui repartent pour être empotés, c'est à dire chargés). Avant la crise, un seul d'entre nous au tracking pouvait enregistrer entre 100 et 120 containers en sortie et autour de 60 en entrée. Au

début de la crise ces chiffres ont diminué. En sortie on est passé à tout au plus 80 et autour de 60 en entrée.

Aujourd'hui, on a un maximum en sortie de 10 containers et un maximum en entrée de 6. Il arrive parfois qu'on note RAS, c'est-à-dire rien en sortie et en entrée.

Dans le service tracking, il n'y a pas encore eu de licenciement de docker pour la simple raison qu'on gère les containers vides car en ce moment les parcs en sont surchargés. Cependant au service import-export les rumeurs courent que les patrons veulent licencier. Si cela n'est pas encore effectif, c'est dans l'attente de la campagne cacaoyère où ils espèrent que les choses vont aller un peu mieux."

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MAERSK :

NON A LA RÉDUCTION DES TARIFS JOURNALIERS DES CONTRACTUELS !

La société MAERSK, comme toutes les autres grandes entreprises du pays, fait abondamment recours à des sous-traitants pour une partie de sa main d'œuvre. Cette situation arrange d'autant plus les patrons qu'en cas d'accident, l'entreprise se lave purement et simplement les mains ; il n'y a pas de retraite, pas de déclaration CNPS, pas de congés, à plus forte raison d'assurance maladie. Au total, on peut se débarrasser des travailleurs à tout moment sans leur verser un seul sou.

Dans le cas de MAERSK jusque là, elle a travaillé avec des tâcherons à qui elle n'était en plus liée par aucun

contrat écrit. C'est à dire que les tâcherons travaillaient au noir.

Aujourd'hui MAERSK a décidé de régulariser la situation entre elle et les tâcherons qui lui livrent des travailleurs contractuels. Pour ce fait, MAERSK demande aux tâcherons de fournir un certain nombre de documents. Mais n'allons pas penser que cette régularisation profitera aussi aux travailleurs. C'est plutôt un prétexte pour les tâcherons pour revoir à la baisse le traitement journalier des travailleurs.

Tous les moyens sont bons pour les entreprises, quelle que soit leur taille, pour faire des économies sur le dos de travailleurs.

C'EST UN CRIME ET NON UN ACCIDENT DE TRAVAIL

Un jeune ouvrier, ex-travailleur de la société « Les Rosiers » a perdu la vie sous un éboulement de terre du caniveau qu'il creusait.

La crise que traverse le pays, surtout après le coup d'Etat de 99, a des effets très pervers sur la situation des travailleurs et en particulier sur celle des travailleurs du bâtiment. En effet, ce secteur fut le premier à ressentir les effets de la crise avec la fermeture des grands chantiers de l'Etat et de la promotion immobilière qui florissaient partout dans le pays. Ainsi, les nombreux travailleurs mis subitement au chômage par l'arrêt des travaux se sont rués, pour ceux qui ont eu une chance, sur des travaux de manœuvre comme la fouille des grands canaux de la Sodeci. Ces travaux sont souvent très dangereux surtout pendant les périodes de

grandes pluies. Les éboulements de terrain sont fréquents et chaque année ils font des morts. Mais pour des raisons de profit, la Sodeci sous-traite ces travaux avec des particuliers. Ces derniers, quant à eux, ne prennent plus aucune mesure de sécurité pour leur personnel. Pour engranger plus de bénéfices, ils envoient les travailleurs à l'abattoir dans des trous souvent de plus de 3 mètres de profondeur. Et en cas de glissement de paroi, les travailleurs se trouvant en dessous, sont immédiatement engloutis.

C'est malheureusement ce qui est arrivé à ce jeune travailleur. Il n'a pu être sauvé à temps, bien que son voisin de boulot ait appelé du secours. Mais le temps de faire venir les secours pour dégager la terre il était déjà tard.

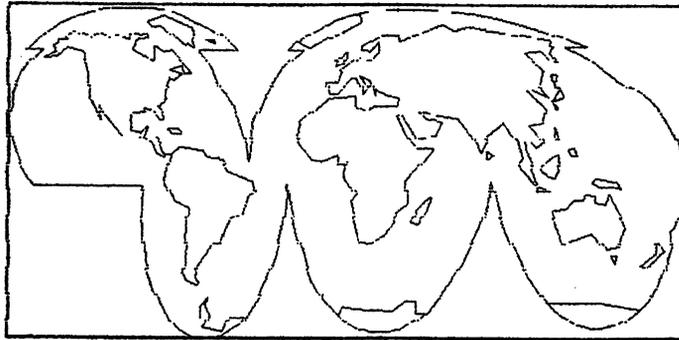
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ce jeune laisse aujourd'hui derrière lui une femme enceinte qui ne sait plus à quel saint se vouer car la Sodeci, l'entreprise principale pour laquelle son mari travaillait et qui s'avère être la propriété de celui qui a la CIE, Martin Bouygues dont l'Etat vient de reconduire le contrat, s'est désengagé de sa responsabilité dans

ce crime sous prétexte que c'est un travail sous-traité. Quant au sous-traitant, il crie son incapacité de faire quelque chose.

C'est dire que la vie d'un ouvrier ne pèse pas devant les intérêts des capitalistes où, les plus gros se cachent derrière les plus petits pour mieux exploiter sans être inquiétés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**LA RÉPRESSION ET LES BARBELÉS NE PROTÈGERONT PAS LES PAYS
RICHES DES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ DU PILLAGE IMPÉRIALISTE**

Au cours de ce mois d'octobre les médias se sont intéressés d'une manière inhabituelle aux drames qui se sont produits aux frontières du Maroc et des territoires espagnols à Ceuta et Melilla. Des centaines, voire des milliers d'africains subsahariens ont tenté à plusieurs reprises et de manière massive de passer par-dessus les barbelés. Il y a eu quatorze morts et de nombreux blessés.

Les forces armées espagnoles et marocaines se sont précipitées pour réprimer les actions de désespoir des émigrants africains. En particulier les autorités marocaines ont bien joué le rôle de chien de garde que leur ont assigné les Etats européens pour expulser, refouler des zones frontalières les émigrants et décourager ceux qui veulent tenter encore de passer par-dessus les barbelés.

Cela fait plusieurs années que les dirigeants des Etats de l'Union européenne, en particulier l'Italie, la France et l'Espagne mettent au point une stratégie pour que la Libye et le Maroc coopèrent pour refouler tous les futurs émigrants qui séjournent dans leurs territoires vers leurs pays d'origine. Bien sûr, ces Etats du Maghreb qui doivent jouer le rôle de gendarme seront aidés matériellement et financièrement par les Etats européens. Ces derniers ne veulent pas faire ce sale travail dans leurs propres pays, surtout que cela crée à chaque fois des scandales que les organisations humanitaires se chargent de dénoncer. Pensez bien que cela ne fait pas du tout bonne presse.

De toute façon, la situation

économique et politique est tellement désastreuse que beaucoup de jeunes, des chômeurs des pays d'Afrique de l'Ouest vivent dans la misère. Ils préfèrent tenter leur chance. D'ailleurs la presse a raconté tous les périples que ces jeunes traversent pour arriver au Maroc ou en Libye, pratiquement à la porte de l'Europe. Non seulement ce trajet leur coûte une fortune, mais en plus ils rencontrent des dangers où ils risquent de laisser leur vie. En traversant le Sahara par la Mauritanie ou l'Algérie ils sont obligés de passer par l'intermédiaire des passeurs et des guides qui sont sous le contrôle de bandes mafieuses qui agissent au vu et au su des autorités des pays du Maghreb et ceux des pays voisins. Ces jeunes mettent des mois, voire des années avant d'arriver au Maroc ou en Libye. Certes il y a une infime minorité qui arrive en Europe en traversant la Méditerranée dans des embarcations de fortune très dangereuses. Il y en a beaucoup qui laissent leur vie. Selon l'organisation Médecins sans frontière dans les dix dernières années 6 300 personnes ont trouvé la mort en traversant le détroit de Gibraltar. D'autres ont été refoulés vers leur pays mais repartent aussitôt qu'ils peuvent par ce qu'ils n'ont pas d'autre solution.

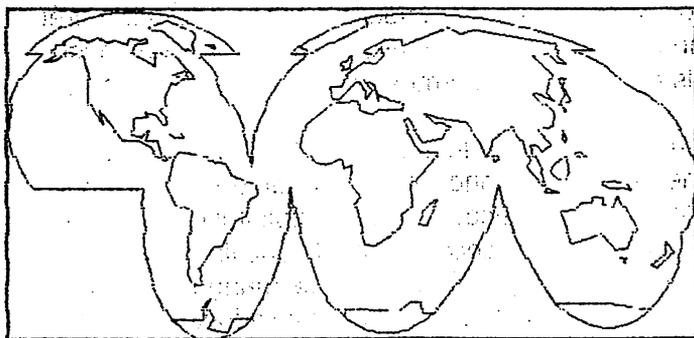
De toute façon les autorités marocaines ont utilisé tous les moyens pour chasser de leur pays le maximum d'émigrants africains. Ils ont utilisé des cars pour les éloigner et les abandonner dans le désert d'une manière inhumaine, sans vivres. Et si certains de ces émigrants résistent ou protestent, ils sont réprimés. Il y a certainement des morts parmi ceux - là. Les plus chanceux ont été expulsés par un pont aérien à partir de la ville

Oujda à la frontière entre le Maroc et l'Algérie. Des centaines ont ainsi débarqué à Bamako pour les Maliens et à Dakar pour des sénégalais. Ceux qui ne sont pas de ces deux pays les plus proche du Maroc les autorités les éloignent vers le sud par l'Algérie ou la Mauritanie.

Devant cette situation l'Union Européenne parle de «plan Marshall» pour soi-disant guérir le mal à la racine. Elle propose d'aider les pays d'Afrique à se développer pour créer des emplois sur place pour les jeunes et ainsi empêcher le flux d'émigration. Mais le véritable problème est que si des jeunes sont tentés de partir vers l'Europe c'est que la situation s'est

aggravée à cause de la politique des Etats européens en Afrique. Ce qui intéresse les Etats capitalistes c'est de continuer à s'emparer des richesses de ces pays comme ils le veulent sans s'occuper du sort de la population. Pour cela ils font tout pour maintenir au pouvoir des dictateurs de pire espèce, entretenir des guerres. Et après ils font semblant de découvrir que la misère s'accroît dans les pays d'Afrique. En fait, ils sont responsables de cette situation. Et les dirigeants qui à la tête des Etats africains sont leurs fantoches et incapables de changer cette situation. C'est le système capitaliste qui règle ces lois. C'est ce système qu'il faut un jour abattre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.